

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 5 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CDMR (Ste Gemme)

Champblanc
BP 40 162
16370 Val-De-Cognac

Références : 0007201954/2025/597

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement CDMR (Ste Gemme) implanté Fief Lion 17250 Sainte-Gemme. L'inspection a été annoncée le 01/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CDMR (Ste Gemme)
- Fief Lion 17250 Sainte-Gemme
- Code AIOT : 0007201954
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée par arrêté du 19 juillet 2017.
Rubrique 2510-1 : carrière : production maximale autorisée : 150 000 t/an
Rubrique 2515-1 : installation de traitement : 709 kW
Rubrique 2517-2 : Station de transit de produits minéraux : 20 000 m²
Carrière autorisée pour une durée de 30 ans remise en état incluse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article 2.1.7.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Garantie des limites du périmètre	Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 1.2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article 2.1.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Contrôle des rejets d'eaux	Arrêté Ministériel du 19/07/2017, article Article 5.2.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 5.3.4	Demande d'action corrective	1 mois
11	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 3.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
13	Registres chronologiques électroniques	Code de l'environnement du 23/09/2025, article R.541-43-1-II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 1.2.1	Sans objet
2	Article 1.5.1 des Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 1.5.1	Sans objet
6	Déclaration	Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 2.4.1	Sans objet
7	Rythme de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 2.1.5.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Constats à retenir :

- mise à jour du plan d'exploitation ;
- point sur les distances de sécurité, les zones de découverte, le chemin et l'ancienne zone de transit située au Sud ;
- ajout de cotes d'altitude notamment en fond de fouille et à proximité des hauteurs des fronts ;
- justification des dépassements et des variations des résultats d'analyses des paramètres des eaux de surface et des eaux souterraines ;
- point sur les plantations réalisées et à réaliser ;
- absence de déclaration des déchets de terres et cailloux au registre national ;
- vigilance sur la présence de déchets interdits dans les déchets utilisés dans le cadre de la remise en état ;
- piézomètre à cadenasser ;
- pancarte de signalisation du danger à rajouter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 1.2.1
Thème : Risques chroniques, Nature des installations
Prescription contrôlée : 2510-1 : Exploitation de carrière : production maximale annuelle : 150 000 t 2515-1 : Installation de traitement : 709 kW 2517-2 : Station de transit : 20 000 m ²
Constats : L'exploitant précise qu'il n'y a pas de projet de modifications des rubriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Article 1.5.1 Montant des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 1.5.1
Thème : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe 4 présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état. Périodes 5-10 ans => 385 133 euros
Constats : Un acte de cautionnement d'un montant de 469 463 euros couvre la période du 25/09/2022 au 24/09/2027. L'exploitation est actuellement en phase 2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article 2.1.7.2
Thème : Risques chroniques, Consignes et plans d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• les limites de garantie du périmètre exploitable visées à l'article 1.2.3.2 ;• la position des éléments de surface visés à l'article 1.2.3.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales ;• une légende. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier plan d'exploitation date du 29 juillet 2025 => Le plan a été mis à jour. La nature des terrains dans un rayon de 50 mètres est absente. Le chemin n'est pas matérialisé. La légende du pylône est absente. La couleur de la légende de la "zone découverte" ne semble pas correspondre à la couleur de la zone découverte sur le plan. Les distances de sécurité (cf. article 1.2.3.2 de l'arrêté préfectoral) ne sont pas matérialisées.

Les cotes d'altitude :

- des points significatifs sont peu nombreuses ;
- situées sur certains fronts ne sont pas lisibles.

Sur le plan, la zone découverte apparaît dans la distance de sécurité non exploitable.
L'exploitant précise qu'il s'agit d'une erreur sur le plan.

Sur le plan, la zone de l'ancienne zone de transit sud apparaît en dehors du périmètre autorisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les éléments ci-après ne sont pas exhaustifs.

La nature des terrains dans un rayon de 50 mètres, le chemin seront ajoutés au plan d'exploitation.
Une légende sera également ajoutée pour ces points et pour le pylône.

La légende devra être cohérente, claire et précise.

Les distances de sécurité (cf. article 1.2.3.2 de l'arrêté préfectoral) seront matérialisées sur le plan d'exploitation afin de s'assurer de leur respect.

Des cotes d'altitude :

- des points significatifs seront ajoutées ;
- des fronts devront être lisibles afin de s'assurer du respect des hauteurs des fronts.

Le plan sera mis à jour en cohérence avec l'exploitation.

Un point précis devra être réalisé sur :

- les distances de sécurité (cf. point de contrôle n°4) ;
- la zone de découverte ;
- le chemin ;
- l'ancienne zone de transit située au Sud.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Garantie des limites du périmètre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 1.2.3.2
Thème : Risques chroniques, Autres limites de l'autorisation
Prescription contrôlée : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation. L'exploitation de la phase 6 se fera en maintenant une bande non exploitée : <ul style="list-style-type: none">• de 10 mètres de large pour accéder au pylône électrique ;• de 20 mètres de marge autour des massifs de fondation des supports de ce même pylône.
Constats : Les distances de sécurité (cf. article 1.2.3.2 de de l'arrêté préfectoral) ne sont pas matérialisées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une fois le plan mis à jour (notamment respect des distances de sécurité), l'exploitant fera un point quant au respect des distances réglementaires.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article 2.1.5.3
Thème : Risques chroniques, Fonctionnement de la carrière
Prescription contrôlée : Les cotes minimales du fond de la carrière sont indiquées sur le plan en annexe 7. La hauteur maximale des gradins du front d'abattage est au maximum 12 mètres.
Constats : <u>Cotes d'altitude :</u> Les cotes d'altitude des points significatifs sont peu nombreuses. Les cotes d'altitude des points représentés sur le plan d'exploitation respectent les cotes minimales autorisées. <u>Fronts d'exploitation</u> Les cotes d'altitude situées sur certains fronts ne sont pas lisibles.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lorsque le plan sera mis à jour, l'exploitant s'assurera du respect : <ul style="list-style-type: none">• des cotes d'altitude autorisées ;• de la hauteur maximale autorisée des fronts d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 2.4.1
--

Thème : Risques chroniques, Déclaration annuelle
Prescription contrôlée : Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration GEREP.
Constats : La déclaration GEREP a été faite avant le 31 mars 2025. La production 2024 respecte la production maximale autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rythme de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 2.1.5.1
Thème : Risques chroniques, Fonctionnement de la carrière
Prescription contrôlée : Les périodes d'exploitation de la carrière (extraction et fonctionnement des installations de traitement) sont les suivants : 7h à 20 h, exceptionnellement 6h à 21h hors samedis, dimanches et jours fériés.
Constats : L'exploitant précise que, depuis 2017, l'activité de la carrière débute à 7h30 pour se terminer à 17h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 6.2
Thème : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émergence Les VLE à respecter se trouvent dans le tableau de l'article 6.2.1. Les ZER réglementées sont définies sur le plan joint au présent arrêté en annexe 5. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation Les niveaux à respecter se trouvent dans le tableau de l'article 6.2.2.
Constats : L'exploitant a précisé au point de contrôle n°7 que depuis 2017, l'exploitation est réalisée de 7h30 à 17h. Les mesures de bruit ont donc été réalisées en période diurne. Les dernières mesures de bruit ont été réalisées le 4 juillet 2024. La conclusion du rapport en date de juillet 2024 est la suivante : <i>"Dans les conditions de l'échantillonnage des niveaux sonores résiduels et ambiants autour du site, les mesurages d'expertise mettent en évidence des émergences diurnes conformes sur les 4 points mesurés en ZER, vis-à-vis de l'émergence admissible au niveau des habitations les plus proches, telles que définies par l'Arrêté Préfectoral d'autorisation. La durée du bruit à tonalité marquée n'excède pas 30% de la durée de la mesure en activité en chacun de ces points."</i>

Dans les mêmes conditions, les 2 niveaux en limite de site sont inférieurs à 70 dBA de jour conformément à l'Arrêté Préfectoral."

L'inspection précise qu'en cas d'activité dès 6h du matin, des mesures en période nocturne devront être réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contrôle des rejets d'eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/07/2017, article Article 5.2.9

Thème : Risques chroniques, Rejets des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Un contrôle des paramètres définis ci-dessus est effectué annuellement au niveau du bassin de pompage.

...

En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection :

- les comptes-rendus de la campagne de prélèvement et analyses des eaux souterraines et superficielles en date du 20 mars 2024 et du 6 mars 2025 ;
- le tableau de suivi des analyses des eaux du bassin et des PZ1, PZ2 et PZ3.

Les comptes-rendus n'analysent pas les résultats d'analyse des paramètres et ne concluent pas sur les résultats.

Tableau de suivi – eaux du bassin – analyses des MES :

Les dépassements observés en MES (matières en suspension) en 2017, 2018, 2021, 2022 et 2025 ne sont pas justifiés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant analysera et justifiera les résultats notamment en cas de dépassements ou de variations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 5.3.4
Thème : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait analyser, annuellement, pour le pz1 aval et les pz2 et pz3 ou pz4 et pz5 en fonction de l'avancement de l'exploitation les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• pH ;• potentiel d'oxydo réduction ;• résistivité ;• métaux lourds (As, Cd, Cr, Cu, Fe, Ni, Pb, Hg, Zn) ;• fer ;• DCO ou COT ;• hydrocarbures totaux.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">• les comptes rendus de la campagne de prélèvement et analyses des eaux souterraines et superficielles en date du 20 mars 2024 et du 6 mars 2025 ;• le tableau de suivi des analyses des eaux du bassin et des PZ1, PZ2 et PZ3. <p>Les comptes-rendus n'analysent pas les résultats d'analyse des paramètres et ne concluent pas sur les résultats.</p> <p>Les remarques ci-après ne sont pas exhaustives.</p> <p>PZ1 :</p> <p>Le tableau intitulé "évolution analyses eau saint Gemme" ne justifie pas :</p> <ul style="list-style-type: none">• les résultats d'analyses de 2017 ;• l'évolution du Fer, de la DCO en 2020 ;• l'absence de température en 2017 et 2018 <p>PZ2 :</p> <p>Le tableau intitulé "évolution analyses eau saint Gemme" ne justifie pas :</p> <ul style="list-style-type: none">• les variations importantes du Fer de 2017 à 2021 ;• les résultats d'analyse de 2017 de certains paramètres comme le potentiel Redox, Cu, Zn par exemples ;• le potentiel Redox en 2022 ;• la conductivité beaucoup plus élevée en 2018 ;• l'absence de température en 2017 et 2018 <p>PZ3 :</p> <p>Le tableau intitulé "évolution analyses eau saint Gemme" ne justifie pas :</p> <ul style="list-style-type: none">• les variations importantes du Fe de 2017 à 2021 ;• la conductivité beaucoup plus élevée depuis 2021 ;• l'absence de température en 2017 et 2018. <p>Le piézomètre n°2 n'était pas cadenassé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant analysera et justifiera les résultats notamment en cas de dépassements ou de variations.</p>

Le piézomètre n°2 sera cadenassé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 2.2.1
Thème : Risques chroniques, Prise en compte de l'environnement
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>Les prescriptions à respecter sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • constitution d'une limite végétale au sud en continuation des haies existantes en prolongement du boisement ; • prolongation du boisement vers le nord par une haie large, en bordure est de la carrière ; • création, pendant l'exploitation, au nord de merlons intégrés dans la pente pour limiter l'impact visuel...;
<p>Constats : L'exploitant a constitué une limite végétale au sud dans la continuité des haies existantes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fera un point sur les boisements réalisés et ceux à venir (échancier de réalisation envisagé). Un plan des boisements réalisés et à venir sera également transmis.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2017, article Article 3.1.2
Thème : Risques chroniques, Généralités
<p>Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées.</p>
<p>Constats : Des panneaux de signalisation du danger sont présents au sud est de la parcelle 201.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un panneau de signalisation du danger sera ajouté au sud des parcelles 198 à 201.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Registres chronologiques électroniques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/09/2025, article R.541-43-1-II
Thème : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré 13,6 ktonnes de terres et cailloux utilisés pour la remise en état de la carrière dans le tableau "déchets inertes" (TE2) de la déclaration GEREP.</p> <p>L'exploitant ne procède pas à la déclaration de ces terres et cailloux au registre national.</p> <p>L'exploitant précise qu'avec le système informatique en place, il ne lui est pas possible de transmettre ces données.</p> <p>L'exploitant précise que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le changement de système informatique a pris beaucoup de retard ; • le nouveau système informatique sera en place au 1er janvier 2026 et qu'il procédera aux déclarations. <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence de déchets plastiques dans les déchets inertes utilisés pour le remblayage.</p> <p>Cette remarque avait déjà été formulée lors de la dernière visite d'inspection de novembre 2018.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection dès qu'il déclare et met tout en œuvre pour intégrer les données depuis le 1^{er} mai 2025.</p> <p>L'exploitant précisera les mesures mises en place afin que les déchets interdits ne se retrouvent plus en remblayage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois